

Région d'étude dans la Zone de Solidarité Prioritaire :
AFRIQUE SUBSAHARIENNE - MAGHREB

CONTRAT NUMÉRO : 82

TERRAINS D'ÉTUDE	EQUIPE	PAYS ET ORGANISME MANDATAIRE
• Sénégal • Maroc	Carole Albouze, Catherine Baron, Larbi Bouayad, Latyr Diouf, Khalid El Harrouni, Sinda Haouès-Jouve, Jérôme Klefstad-Sillonville, Demba Niang,	• CIEU, Université de Toulouse Le Mirail • FRANCE
RESPONSABLE(S) SCIENTIFIQUE(S) CONTACT ÉQUIPE	ORGANISME(S) ASSOCIÉ(S)	
• Jean Louis COLL jlcoll@mail.univ-tlse2.fr • Jean-Jacques GUIBBERT Guibbert@univ-tlse2.fr	• ENEA (Ecole Nationale d'Economie Appliquée) (Dakar) • Responsable scientifique : Latyr DIOUF • LabHAUT (Laboratoire Habitat, Architecture et Urbanisation des Territoires) • ENA (Ecole Nationale d'Architecture) (Maroc) • Responsable scientifique : Khaled EL HAROUNI	

INTITULÉ DE LA RECHERCHE

Les services urbains liés à l'environnement : entre mondialisation et participation. Regards Croisés.

Urban services related to the environment between globalization and participation: a comparative approach.

RÉSUMÉ DE LA RECHERCHE

A partir des études de cas réalisées au Maroc et au Sénégal sur les services urbains (eau, épuration et gestion des eaux usées), l'objectif de cette recherche était, d'une part, d'analyser les conditions d'accès des plus démunis aux services de base, et d'autre part, de s'interroger sur l'interaction entre les personnes participant à la mise en place de ces services, dans des villes aux contextes sociaux, économiques, politiques et historiques différents.

Les rapports entre les principes d'efficacité et d'équité, souvent en conflit, sont la conséquence, d'une part, de l'incapacité de l'État à assurer les missions de service public, et d'autre part, des privatisations lancées au début des années 1990. Ces privatisations s'appuient sur des règles techniques et financières telles que l'objectif d'équité se trouve soumis à la logique d'efficacité.

Ce constat a conduit les chercheurs à s'interroger sur la façon dont s'organise l'interaction entre les personnes participant à la mise en place de ces services. Bien que les situations analysées montrent une hybridation de la logique, il s'avère que les États (un des principaux acteurs, « coincés » entre la société internationale et la société civile) n'ont pas choisi, jusqu'à une date récente, d'encourager l'émergence d'un pouvoir urbain où les questions liées aux services publics seraient négociées et débattues.

À partir de ces observations, trois questions en matière de recherche opérationnelle semblent se poser :

- Une fois l'hybridation de la logique constatée, comment les services urbains peuvent-ils saisir les éventuelles évolutions du modèle de la Banque mondiale, présenté finalement comme autoritaire, ainsi que des projets réalisés par les acteurs de la société civile, en faveur des plus démunis ?
- Comment peut-on enrichir le débat entre la démocratie participative et la démocratie représentative ? Comment peut-on les associer dans la pratique pour passer de l'expérimentation locale à l'émergence de pouvoirs urbains qui ne souffriraient pas du discrédit de l'une ni des faiblesses et insuffisances de l'autre ?
- Quelles hypothèses peut-on élaborer pour une revitalisation des structures municipales par les États eux-mêmes, qui verraient cette initiative comme une occasion de se repositionner politiquement et socialement ?

Based upon case studies held in Morocco and Senegal into urban services (water, purification and waste management), the aim of this research was, on the one hand, to analyse the conditions of access for the most destitute to basic essential services and, on the other hand, to question the interplay of the actors involved in the implementation of these services in cities with different social, economic, political and historical backgrounds.

The links between the principles of efficiency and equity, which often conflict, result, on the one hand, from the inability of the State to guarantee the principles of public service and, on the other hand, from the impact of the privatisations which started in the early 1990s. These privatisations carry a technical and financial rationale which leads to the aim of equity being subjected to the logic of efficiency.

This observation led to a questioning as to how the interplay of the actors involved in the implementation of these services is organised. Though the situations analysed show a hybridization of the logic, it appears that States - one of the most important actors, "pulled" between the international and civil society - haven't, until recently, chosen to encourage the emergence of an urban power where the issues at stake in public services would be negotiated and debated.

Based on these observations, three questions seem to arise regarding operational research:

- *To go further than the observation of the hybridization of the logic, how can urban services understand the possible evolutions of the World Bank model, ultimately presented as domineering, and of the projects carried out by actors within civil society in favour of the most destitute?*
- *How can we enrich the debate between participative and representative democracy? How, in practice, to link them together in order to go from local experimentation to the emergence of urban powers, which would go beyond the discredit of the former and the inadequacies and weaknesses of the latter?*
- *What assumptions can we make regarding a revival of municipal structures by States, which would view such initiative as an opportunity to reposition themselves politically and socially.*